



# Ma grève à l'ORTF en Mai 68



PHOTO: D. R.

Marcel Trillat.

## EC pour l'EE : Quand la grève se déclenche, tu en es où ?

Marcel Trillat : J'ai commencé deux ans auparavant, comme stagiaire, à *Cinq Colonnes à la une*. J'ai 28 ans, je suis encore apprenti-journaliste et pigiste. Au moment de la nuit des barricades du 10 au 11 mai à la Sorbonne, je tourne un reportage à Clermont-Ferrand sur Michel Debatisse, le secrétaire général de la FNSEA, avec Maurice Failevic comme réalisateur. Le tournage s'arrête, pour ne plus reprendre, avec la manifestation unitaire à laquelle je participe avec mon équipe. Et le soir du 13 mai je suis de retour à Paris, aux Buttes-Chaumont, dans un studio de la SFP, pour une AG de plusieurs centaines de personnes qui laisse libre cours à l'exaspération de tous les personnels vis-à-vis de la tutelle de l'état. Je crois que la grève générale se décide à ce moment-là.

## EC : L'ORTF, à cette époque, ça représente quoi ?

MT : 14 000 salarié-es y travaillent, ou plutôt cessent le travail, mis à part les journalistes de la rédaction de la télé qui assurent un service minimum. Mais la soupe qu'ils servent finit par devenir grotesque. Il y a deux chaînes de télé, et France-Inter, France-Culture et France-Musique. Du côté du privé n'existent alors que les radios RTL et Europe 1, qui couvrent les évé-



nements. Les journalistes de la radio publique leur emboîteront le pas en même temps qu'ils se mettront en grève, le 5 juin. Il faut imaginer que les ministères (et parfois les ministres eux-mêmes) débarquaient jusque dans les salles de projection et de montage dès que ça touchait à la politique intérieure et au social. Ce qui ne leur allait pas pouvait alors être immédiatement détruit, sans archivage. Du temps où Alain Peyrefitte était secrétaire d'état à l'Information, un Service interministériel de l'information avait été mis en place et les directeurs de l'information de la radio et de la télé publiques venaient prendre les consignes chaque matin devant des représentants de tous les ministères. Notre slogan principal de l'époque, « Libérez l'information », prend son sens dans ce contexte.



## EC : Quel impact cette grève a sur le public ?

MT : Les meeting-débats ont un succès fou, je me souviens notamment d'un à Périgueux, la veille des législatives du 23 juin, où plus de mille personnes viennent applaudir nos divers corps de métier (technicien, journaliste, réalisateur...), qui veulent discuter avec le public. En fait c'est à un projet de réorganisation complète de l'ORTF que nous nous attelons, projet qui passe notamment par un changement de statut permettant de s'affranchir de la tutelle du pouvoir. Les gens en ont marre de la « télé du Général ». Mais ils vont aussi rapidement en avoir marre de la « chienlit », et c'est comme ça qu'Yves Guéna, le ministre des PTT (et futur ministre de l'Information), qui menaçait

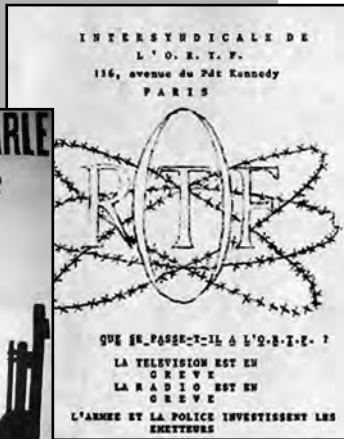


COMITÉS UNIS? ECOLES D'ART

de couper les fréquences des radios périphériques trop complaisantes vis-à-vis des manifestations étudiantes, va se retrouver élu député dès le premier tour, au lendemain de ce meeting... Alors qu'il avait fait fermer le 24 mai le central téléphonique de la rue de la Banque dont les journalistes de France-Inter, d'Europe 1 et de RTL se servaient pour rendre compte de ce qui se passait sur le terrain, en direct, depuis les cabines téléphoniques. À l'issue du scrutin, l'UDR (Union des Démocrates pour la République, le parti de De Gaulle), va se retrouver avec 293 députés sur 487, c'est un vrai raz-de-marée.

## EC : Concrètement, vous vous organisez comment ?

MT : D'une part les journalistes élisent un comité, le Groupe des 10, qui voulait notamment diffuser un reportage sur des réactions d'hommes politiques de tous bords au piètre discours de De Gaulle du 24 mai, mais les responsables de la rédaction reçoivent l'ordre de bloquer le sujet... ce qui aura d'ailleurs pour effet de mettre de nouveaux journalistes en grève. D'autre part une intersyndicale de vingt membres, qui représentent toutes les catégories de personnels statutaires et non-statutaires, s'est mise en place, animée notamment par Raoul Sangla. C'est lui qui signe les bons d'essence nécessaires à quiconque veut être approvisionné pour partir en déplacement, même au directeur général Jacques-Bernard



Dupont ! Léon Zitron, qui a voté la grève, va néanmoins demander audience pour savoir s'il peut aller présenter le journal télévisé du lendemain, par respect pour son public, et après l'avoir fait mijoter cinq minutes dans le couloir, on le fait rentrer pour lui expliquer que non... Mais au-delà des anecdotes, pour nous il s'agit surtout de se demander quelles doivent être les missions d'un audiovisuel public, et comment mettre en place une information indépendante du pouvoir. Et la volonté de débattre est contagieuse, comme la grève, l'envie que ça change est immense, les gens se parlent, à la Maison de la Radio ou dans la rue, on s'écoute... Les femmes de ménage et les laveurs de carreau de l'ORTF nous transmettent ainsi un message de solidarité dont les revendications sont : 1) un bleu de travail supplémentaire, 2) l'objectivité de l'information. Tout est dit. Et pour aboutir à de réelles propositions, pour donner forme à la télé et à la radio de nos rêves, les commissions vont travailler jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet, c'est-à-dire jusqu'à la fin de la grève.

### EC : C'est quoi, les demandes de l'intersyndicale ?

MT : Le nouveau statut proposé, outre l'indépendance de l'ORTF, aurait garanti la participation des personnels à sa gestion. Un conseil d'administration aurait été mis en place, qui aurait élu le directeur général, et qui n'aurait pas compté plus d'un tiers de représentant-es de l'état. Les deux autres tiers auraient été constitués des



représentant-es du personnel et de « membres cooptés représentant au mieux les divers aspects de la société française ». Il est demandé aussi que soit constitué un comité d'entreprise, que soit mise en place une Charte de l'Information qui aurait assuré son pluralisme, ainsi que l'autonomie de gestion et des revendications en termes de salaires, de temps de travail et de congés.

### EC : Avec quels résultats ?

MT : Sur le moment, pas grand-chose, à part l'autonomie financière. Nous ne nous remettrons au travail que le 13 juillet. Plusieurs journalistes de la télé non-grévistes montent d'ailleurs un Comité d'action civique pour dénoncer nominativement les grévistes les plus en vue. Le rédacteur en chef nous fait la leçon par petits groupes de 15, dans son bureau : « Mesdames et messieurs, je vous ai beaucoup attendus ! ». Et Yves Guéna sort 102 noms de journalistes ou de pigistes qui sont licenciés ou mis sur liste noire. Le pouvoir n'avait pas apprécié que les journalistes, qu'il considérait comme des alliés, se mettent à couvrir les événements. Le public, lui, s'arrange. Par exemple Roger Couderc, viré parce que gréviste, officie désormais sur Europe 1. Du coup les gens qui suivent les matchs de rugby coupent le son de la télé pour écouter la retransmission à la radio ! Un comité d'entreprise dans chaque chaîne n'est accordé qu'en 1974, au moment du démantèlement de l'ORTF sous Giscard, et quelque chose de l'esprit unitaire de 1968 y subsiste.

**« Et sous Sarkozy, la bataille pour l'indépendance de l'information a encore de beaux jours devant elle, surtout maintenant ».**

Mais c'est ce même Giscard qui nomme Elkabbach à l'information sur la deuxième chaîne.

### EC : Est-ce à dire que la chape de plomb retombe ?

MT : Il y a un moment de grâce avec Chaban-Delmas comme premier ministre en 1969-70. Avec la « Nouvelle Société », le journal télévisé de propagande, ce n'est plus possible. Pierre Desgraupes est à la tête de l'information de la première chaîne, mais il ne reste qu'un an, Chaban-Delmas tombe. Elkabbach, lui, a un téléphone à deux chiffres sur son bureau, en ligne directe avec l'Élysée. Ce qui peut avoir pour résultat par exemple qu'il dépense 70 millions de francs pour le sacre de Bokassa, et dans le même temps fait tout pour mettre sous le boisseau l'affaire des diamants offerts par celui-ci à Giscard. Quand la gauche arrive au pouvoir en 1981, Desgraupes revient comme président d'Antenne 2, mais il apparaît encore comme trop indépendant, et le gouvernement de Mitterrand pond en 1984 un décret spécialement pour lui, sur la limite d'âge de 65 ans à ne pas dépasser pour être à la tête d'une entreprise publique, ce qui empêche la Haute

Autorité de l'Audiovisuel de le reconduire. Ce décret servira d'ailleurs de nouveau pour Francis Mer, pour qu'il ne puisse pas être nommé à la tête d'EDF, à une époque beaucoup plus récente. Yves Guéna, pour l'anecdote, deviendra au contraire directeur de l'Institut du Monde Arabe, alors qu'il n'y connaît rien, grâce à Chirac, en 2004, alors qu'il a... 82 ans. Et sous Sarkozy, la

bataille pour l'indépendance de l'information a encore de beaux jours devant elle, surtout maintenant, avec la mobilisation massive contre la suppression de la publicité dans le service public de l'audiovisuel, et le démantèlement de France 3 qui menace... Comment financer le manque à gagner ? Cette mobilisation a des petits airs de Mai 68, c'est d'ailleurs le mouvement le plus important que nous ayons connu depuis dans le secteur. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR EMMANUEL CHANIAL POUR L'ECOLE EMANCIPÉE.

